

GOASGUEN Jean

Naissance: 23 octobre 1899 - Saint-Marc (29)

Famille : <u>DROGOU Éliane</u>, <u>DROGOU Guy</u> Année d'entrée en résistance ou F.F.I. : 1941

Résistance : O.S Bâtiment, P.C.F, F.N

Secteur(s) d'action : Brest

Arrêté, Déporté, Mort de déportation

Décès: 7 novembre 1967 - Brest - annexe Saint-Pierre-Quilbignon (29)

Mort pour la France

Jean Louis Goasguen voit le jour au Guelmeur Huella. Il est le deuxième d'une fratrie de dix enfants d'une mère au foyer et d'un père maçon à l'arsenal. Suivant la trace de son père, il débute dans la vie professionnelle comme maçon avant de contracter en 1918, un engagement volontaire de trois ans dans la Marine Nationale à Brest. Débutant comme apprenti marin, il se spécialise comme électricien et termine son contrat avec le grade de matelot de 2ème classe. Lors de son passage dans la Marine, il contracte le paludisme en 1919, qui lui laissera quelques séquelles. De retour à la vie civile, Jean Goasguen réside à Trémillau en Saint-Pierre-Quilbignon et trouve du travail comme manœuvre. Sans tarder, il épouse Jeanne Cariou, le 17 mai 1921 à Brest et de cette union naissent six enfants, entre 1922 et 1938.

Dans les années 1920, la famille quitte la région brestoise pour s'installer à Paris. Jean Goasguen y cherche un meilleur emploi dans le bâtiment. C'est également à cette période que les époux adhèrent au Parti communiste français (P.C.F) vers 1925. Revenu en famille à Brest au début des années 1930, les Goasguen s'installent 8 Cité Kérigonan. Durant cette décennie, Jean Goasguen semble connaître des déboires avec son entreprise (avait-il repris l'affaire de son père ?) en août 1932 ; touchée par une liquidation judiciaire.

Fervents militants, les époux poursuivent leur engagement politique au sein de la cellule locale du <u>P.C.F.</u>
Jean Goasguen assure diverses responsabilités dans son syndicat mais également dans la cellule, notamment sur les questions de solidarité. Secrétaire du comité de Brest du Secours rouge international en 1935, devenu Secours populaire français l'année suivante, Jean Goasguen organise le soutien du comité brestois à l'Espagne républicaine par des collectes d'argents, de vivres et de vêtements.

Non mobilisé à la déclaration de guerre en septembre 1939, car père de six enfants, le chef de chantier Jean Goasguen reste fidèle au <u>P.C.F.</u> et participe avec son épouse à sa reformation dans la clandestinité suite au Pacte germano-soviétique. <u>Jeanne Goasguen</u> prend des responsabilités et entre au triangle clandestin de direction du <u>P.C.F.</u> de Brest, avec <u>Eugène Kerbaul</u> et <u>Roger Chaigneau</u>. De nuit et à pieds, aidés par ces deux derniers, Jean Goasguen déplace une ronéotypeuse du local de la section du <u>P.C.F.</u> rue du Petit-Moulin, vers Saint-Pierre-Quilbignon chez les frères Gosselin, afin qu'elle ne soit pas saisie.

Au lendemain de l'entrée des Allemands à Brest, le 20 juin 1940, plusieurs réunions du <u>P.C.F</u> sont organisées à Brest. Une se tient chez les époux Goasguen en présence de <u>Jules Lesven</u>, <u>Raymonde</u> et

André Vadaine, Carlo et Aline De Bortoli. Tous sont partants pour continuer le militantisme clandestin pour le parti. Il en est de même dans les autres réunions. Jean Goasguen participe dès lors à l'édition et la diffusion de la propagande. Il aide également aux collectes du Secours populaire clandestin, venant en aide aux familles des patriotes arrêtés ou fusillés.

En 1941, il intègre l'<u>Organisation Spéciale du Bâtiment (O.S)</u> sous la direction de <u>Carlo de Bortoli</u> et débute les petits sabotages (lesquels ?). À cette période, Jean Goasguen travaille dans l'entreprise *La Brestoise*, filiale de Campenon-Bernard. Travaillant à l'arsenal pour sa société, il refuse de faire des heures supplémentaires sur les chantiers destinés aux Allemands et participe à l'organisation des grèves patriotiques.

La famille Goasguen en plus de sa grande activité clandestine, héberge régulièrement des réunions et l'on vient sans doute avec un peu trop d'aisance, chez le couple pour apprendre les nouvelles. Les Goasguen hébergent aussi quelques militants en fuite, comme <u>Simone Bastien</u>, militante recherchée qui va prendre en charge la question de la *Jeunesse Communiste* au niveau départemental pour le Finistère. Fin décembre 1941, une réorganisation s'opère à la tête du <u>P.C.F.</u> Trop exposés, Jeanne Goasguen et <u>Jules Lesven</u> sont remplacés par <u>Charles Cadiou</u>, <u>Mathurin Le Gôf</u> et <u>Yves Prigent</u>.

Fin d'année 1941, ou début 1942, Jean Goasguen change d'employeur et œuvre désormais pour *L'Union Saint-Pierre*.

Le *Comité des femmes*, avec à sa tête <u>Jeanne Goasguen</u>, prépare une manifestation des ménagères pour revendiquer plus de ravitaillement. Le 28 avril 1942, Jeanne Goasguen participe à la manifestation des femmes. Elle est arrêtée ainsi que <u>Marie Salou</u> et <u>Yvette Richard</u>. Les domiciles sont perquisitionnés et la police française y trouve du matériel ayant servi à la préparation de la manifestation ainsi que de la propagande communiste, ce qui suffit à maintenir les époux Goasguen en détention.

Le 21 mai 1942, le tribunal spécial (français) de Rennes condamne Jean Goasguen à trois ans de réclusion tandis que <u>Jeanne Goasguen</u> écope pour sa part de deux années de réclusion. Leurs cinq enfants encore mineurs sont pris en charge par la famille ou les camarades.

En détention, Jean Goasguen passe par les prisons de Rennes et Fontevraud-l'Abbaye dans le Maine-et-Loire, avant d'être transféré à Compiègne en prévision de sa déportation. Avec <u>Yves Richard</u>, ils quittent la France pour l'Allemagne dans le transport du 22 mars 1944. Arrivé à Mauthausen, on lui attribue le matricule 59996 avant de l'envoyer au camp de travail de Loïbl Pass (block 19), où il travaille à la réalisation du tunnel routier entre l'Autriche et la Slovénie. Son camp de travail est libéré en mai 1945 par les partisans de Tito, Jean Goasguen rentre alors en France, via Naples et Marseille, en juin 1945.

Pour son action clandestine et sa déportation, Jean Goasguen obtient la Croix de Guerre 1939-1945, avec étoile de bronze, en 1947, la Croix du combattant volontaire 1939-1945 en 1957 ainsi que la Médaille militaire en 1966.

Pensionné de guerre, Jean Goasguen divorce en 1952 et épouse en seconde noces, Anna Tassin, le 6 août 1955 en mairie annexe de Saint-Pierre-Quilbignon à Brest. À son décès en 1967, une démarche est entreprise pour lui faire attribuer la mention *Mort pour la France*, estimant que son décès prématuré est dû aux suites de sa déportation. Fin 1968, l'attribution de la mention est accordée par le Ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

La sépulture de Jean Goasguen se trouve dans le cimetière de Recouvrance à Brest [Carré 7, Rang 4, Tombe 28]

Publiée le samedi 17 février 2024, par Gildas Priol, mise à jour samedi 17 février 2024

Sources - Liens

- Archives municipales de Brest, registres d'état civil (<u>1E/M12</u>, <u>2E146</u> et <u>19E023</u>), listes électorales de 1936 et 1939 (<u>1K81</u> et <u>1K91</u>), mesures d'exception et faits de guerre (4H16) et fonds F.N.D.I.R.P (87S).
- Archives départementales du Finistère, fiche matricule militaire de <u>Jean Goasguen</u> (1 R 1628), dossier de combattant volontaire de la résistance (1622 W 47) et fichier départemental des prisonniers politiques et déportés (1397 W 1).
- Fondation pour la mémoire de la Déportation, registre des déportés du 22 mars 1944 (<u>I.191</u>) et fiche parcours de <u>Jean Goasquen</u>.
- La Dépêche de Brest, édition du 29 avril 1921.
- Geneanet, notice généalogique de <u>Jean Goasquen</u>, par Nathalie Goasquen.
- Le Maitron, notice biographique de Jean Goasquen.
- Brest métropole, service des cimetières sépulture de <u>Jean Goasquen</u>.
- KERBAUL Eugène, 1270 militants du Finistère (1918-1945), édition à compte d'auteur, Paris, 1985.
- KERBAUL Eugène, <u>Chronique d'une section communiste de province (Brest, janvier 1935 janvier 1943)</u>, édition à compte d'auteur, Paris, 1992.
- Service historique de la Défense de Vincennes, dossier d'homologation des faits de résistance (GR 16 P 260047) **Non consulté à ce jour**.
- Service historique de la Défense de Caen, dossier de déporté et interné de la Résistance (AC 21 P 616265) Non consulté à ce jour.

Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest - https://www.resistance-brest.net